

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article1301>

# La difficile fédération des efforts européens dans le domaine des démonstrateurs technologiques de drones de combat



Date de mise en ligne : samedi 31 décembre 2005

- Défense - International -

---

Spyworld Actu

---

La Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) européenne est, on le sait, en manque de projets porteurs pour le futur, qui soient réellement fédérateurs des efforts conduits, jusque là de façon éparse, tant par les entreprises que les Etats. L'hypothèse de développement d'un démonstrateur technologique de drone de combat sous la responsabilité de la Délégation Générale à l'Armement (France) et la maîtrise d'oeuvre de Dassault avait, pourtant, généré l'espoir de voir le lancement d'une plate-forme technologique permettant de mieux structurer les recherches militaires de plusieurs Etats dans un segment capacitaire crucial. C'est à cette fin, d'ailleurs, qu'a été lancé, par la France, le programme NEURON. Pour l'avionneur français, NEURON doit permettre le maintien des compétences dans le domaine de l'aéronautique et lui permettre de réfléchir à la conception d'une nouvelle génération de cellules aériennes appelée à succéder au Rafale. Il n'est donc pas seulement question du développement - toujours hypothétique - d'un drone de combat, mais également de la possible réalisation, à terme, d'un vecteur de combat furtif piloté. La crédibilité du programme ne pouvait, cependant, être assurée qu'au travers de l'établissement d'une coopération politico-industrielle européenne (toujours chapeautée par la DGA). Plusieurs Etats ont d'ailleurs fait montre de leur intérêt pour le démonstrateur technologique de drone initié par la France. Ainsi, NEURON est-il appelé à regrouper, aux côtés de la France, la Suède, l'Espagne, la Grèce, la Suisse, l'Italie et la Belgique. Toutefois, les modalités exactes et finales des participations nationales restent à établir.

Etait-ce là, pour autant, le début d'une véritable lune de miel pour le projet français à ambition européenne ? Si oui, il nous faut, dès lors, bien admettre que les dernières décisions britanniques en matière de recherche sur les systèmes de drones altéreront, à n'en pas douter, les perspectives de fédération des efforts européens dans ce secteur, de même qu'elles briseront les espoirs de Dassault de voir "convoler" son projet en noces européennes. On savait déjà la volonté de Londres de rejoindre les Etats-Unis (et, notamment, la DARPA, l'US Air Force et l'US Navy) sur le programme Joint Unmanned Combat Aerial System (J-UCAS) ; volonté officialisée au mois de juin 2005. On découvrait alors, de façon quasi-concomitante, l'aboutissement des recherches engagées dans le plus grand secret par BAE Systems, le drone Nightjar, destiné à renforcer l'acquis technologique britannique dans ce secteur avant toute participation aux projets de démonstrateurs américains (l'UCAV X-45 et l'UCAV-N X-47). Le Royaume-Uni, notablement insatisfait des transferts de technologie opérés dans le cadre du développement du F-35 Joint Strike Fighter, élabore une stratégie devant lui permettre de « revendre » son expérience technologique engrangée dans le domaine des drones afin d'obtenir un partenariat plus équitable dans le cadre de son ralliement au J-UCAS. Cette stratégie est officiellement consacrée dans ce qui représente, selon nos termes, la deuxième décision britannique, traduite au travers du Defence White Paper (et, plus précisément, de la Defence Industrial Strategy). Le MoD y évoque, en effet, clairement sa volonté d'ambitionner le maintien de compétences aéronautiques clés au niveau de sa base industrielle et technologique. L'objectif des démonstrateurs technologiques que le MoD souhaite réaliser au travers de BAE Systems est de permettre au gouvernement et à ses forces armées d'adopter des décisions mieux informées et nourries par les leçons extraites d'expériences technologiques nationales dans ce domaine.

Faut-il voir dans l'attitude britannique une rupture fondamentale écartant, de facto, toute perspective de coopération européenne dans le domaine aéronautique ? Si la question mérite d'être posée, toute réponse définitive qui pourrait lui être formulée serait prématurée. Analysons cette interrogation en plusieurs étapes. Il convient, dans un premier temps, de reconnaître l'éclatement extraordinaire des initiatives prises, en Europe, dans le secteur aéronautique. Les perspectives technologiques révèlent une grande disparité dans la formulation des besoins et de la définition des cadres institutionnels et industriels. En vérité, ces deux décisions britanniques ne font que se greffer sur une situation d'ensemble déjà fort affectée par des disparités de divers ordres (préférences politiques, besoins militaires variés, capacités de production industrielle, etc.). La formulation du Defence White Paper ne saurait, ensuite, être détachée des considérations britanniques relatives au statut du Royaume-Uni dans le programme JSF. Londres, déjà affectée par le peu de retombées technologiques du JSF, accepte mal le manque de considération des Etats-Unis quant à son engagement en Irak. Sans qu'il s'agisse là pour autant d'un motif suffisant à déclencher un élan de coopération avec les Européens dans un domaine industriel de pointe, il semble raisonnable de penser que tout choix technologique majeur du MoD dépendra du climat régnant dans la « relation spéciale » qui l'unit à Washington. Enfin, et plus prosaïquement, il importe de souligner que la culture technologique britannique reste profondément européenne en ce sens que le MoD préfère, de loin, adopter une approche de prospective dite Top-Down où les

recherches scientifiques et industrielles visent, avant tout, à répondre à un besoin opérationnel strictement défini et cohérent dans son expression institutionnelle (ce que vise déjà, dans des termes plus politiques, le Defence White Paper). Cette philosophie cadre mal avec la démarche technologique qui est celle des Etats-Unis, de type Bottom-Up, laissant, de surcroît, une large place à l'initiative industrielle privée en vue de maximiser les chances d'aboutir à des ruptures technologiques et stratégiques majeures. L'approche américaine, bien que novatrice, implique des dépenses pharaoniques et des prises de risques considérables (même si le DoD cherche, comme le montrent les discussions sur la nouvelle QDR, à rationaliser ses dépenses). Mais il n'est pas sûr que Londres rechigne à voir BAE Systems, son champion national, s'inscrire dans un partenariat industriel comptant des entreprises américaines qui auront eu l'avantage d'avoir préalablement essuyé les plâtres de l'innovation technique...

*Post-scriptum :*

<http://www.rmes.be/C2005-99.htm>